

Analyse des Causes du Choc Pétrolier de 2014 et ses Conséquences sur L'économie en Algérie

Analysis of the Causes of the 2014 Oil Shock and its Consequences On the Economy in Algeria

Dr Hadjira CHIGARA *
Université de Mhamed Bougara
Boumerdes, Algérie
h.chigara@univ-boumerdes.dz

Reçu: 30/11/2020

Accepté: 27/12/2020

Publié: 30/12/2020

Résumé:

Restés à plus de 100 USD entre 2011 et mi-2014, les cours du pétrole ont connu une chute brutale, de plus de 70 %, depuis l'été 2014. Cette baisse s'expliquait initialement à la fois par une demande mondiale de pétrole brut décevante et un bon approvisionnement des marchés. Dans ce contexte de baisse des prix du pétrole sur le marché international, l'économie algérienne a subi un véritable marasme économique, et fait face à une crise sans précédent, entraînant une forte dépréciation du dinar et une croissance négative. Cependant, seule une politique de diversification économique est capable de faire sortir l'Algérie de sa malédiction rentière.

Mots clés:

Choc pétrolier, chute, faiblesse, économie, effets.

Abstract:

Remaining at more than 100 USD between 2011 and mid-2014, oil prices have noted a sharp drop, by more than 70%, since the summer of 2014. This decrease was explained by both global demand for crude oil and a good supply of markets. In this context of falling oil prices on the international market, the Algerian economy has known an economic slump, and is facing an unprecedented crisis, resulting in a sharp depreciation of the dinar and negative growth. However, only a policy of economic diversification is capable of getting Algeria out of its rent curse.

Keywords:

Oil shock, fall, weakness, economy, effects.

* **Auteur Correspondant**

Introduction:

Depuis fin 2014, le prix du baril de pétrole a entamé une longue et forte baisse qui a engendré des conséquences très négatives pour les économies pétrolières comme celle de L'Algérie. Ainsi, Entre juillet 2014 et février 2016 le cours du Brent a baissé de plus de 65 %, passant de 110 à 35 USD par baril. Cette baisse des prix traduit un déséquilibre sur le marché pétrolier ; en effet la production pétrolière mondiale est en surproduction pendant cette période, c'est-à-dire que l'offre est supérieure à la demande. Cette baisse des cours s'inscrit dans un contexte géopolitique et économique particulier : ralentissement de l'économie chinoise, baisse de la demande mondiale, retour de l'Iran dans les échanges internationaux, rivalité entre les États-Unis et l'Arabie saoudite pour le contrôle des marchés, etc. Étant donné la place du pétrole dans l'économie mondiale et son importance géostratégique, une telle baisse induit de multiples conséquences.

C'est autour de ces décalages que va se focaliser notre analyse pour tenter d'en déterminer les causes et de mettre en exergue ses conséquences sur l'économie de rente algérienne.

Dans cet ordre d'idées, notre papier se propose d'étudier la question des chocs pétroliers, et à répondre à la problématique suivante:

Quels sont les facteurs qui ont permis à l'émergence du choc pétrolier de 2014 ? Et quelles sont ses retombées sur l'économie algérienne?

Pour répondre à ces interrogations, deux hypothèses ont été émises qui sont les suivantes :

Hypothèse 1: La baisse des cours de pétrole de 2014 s'inscrit dans un contexte géopolitique et économique particulier.

Hypothèse 2 : Le choc pétrolier de 2014 a causé un marasme économique pour l'Algérie.

C'est dans cette optique que nous avons structuré le présent papier en trois parties. Dans la première nous présenterons une genèse des chocs pétroliers et leurs incidences dans le monde. La deuxième partie sera consacrée à identifier les causes du choc pétrolier de 2014. La dernière partie sera dédiée à recenser les retombées de la chute des cours de pétrole sur l'économie algérienne.

Premièrement - Genèse des chocs pétroliers et leurs incidences dans le monde :

Les chocs de prix de pétrole ont une incidence globale sur toutes les économies du monde : des incidences majeures se traduisant par des crises ou des impacts amortis voire endogénéisés selon les poids des pays dans l'économie mondiale. Par exemple la crise de 1973 s'est accompagnée de récession de l'économie mondiale (Darby, 1982 et Mork, 1994) y compris de pays leaders. Les effets négatifs du premier choc pétrolier sur les pays développés étaient importants à cause de la dépendance vis-à-vis de l'énergie fossile dans les années 1970.

Afin de réduire cette vulnérabilité, les pays développés d'Europe occidentale opèrent une 1ère transition énergétique, en diversifiant les sources d'énergie. Il s'agit de miser sur le nucléaire civil et le développement des énergies renouvelables. Cette transition énergétique a permis aujourd'hui aux économies occidentales d'être moins vulnérables face aux chocs des prix de l'énergie (Cologni et Manera, 2009, Le Barbachon, 2007).

Les deux chocs de prix du pétrole de 2008 et de 2014 sont de même ampleurs que les chocs des années 1970. Toutefois, leurs impacts sur les économies occidentales sont presque invisibles. Blanchard et Gali (2007), expliquent ce moindre impact à la réduction de la transmission des chocs pétroliers à l'inflation par les nouvelles options énergétiques de ces pays et par la découverte de nouveaux gisements et de nouveaux producteurs.

Dans le cas des économies africaines importatrices de l'énergie fossile, les impacts négatifs des deux chocs pétroliers des années 1970 n'étaient pas de grande ampleur. Cet isolement s'explique par la faible des économies africaines vis-à-vis de l'énergie fossile durant cette période. Les effets positifs du choc pétrolier de 1973 sont enregistrés pour les pays africains exportateurs de pétrole, tel que l'Algérie, la Libye, le Nigéria et l'Angola (Dohner, 1981). Un mécanisme de transfert de richesse opère dans la direction des pays exportateurs nets. La hausse des prix du pétrole entraîne une croissance soutenue dans ces pays jusqu'à l'occurrence du premier contre choc pétrolier de 1986 (Khader, 1986).

Depuis le début des années 2000, les économies africaines y compris l'économie Algérienne renouent avec la croissance. Une situation de croissance non-interrompue qualifiée de miracle de la croissance africaine (Young, 2012). La croissance africaine des années

2000 est attribuée à la conjugaison de facteurs internes et de facteurs externes favorables. Parmi les facteurs internes, on cite l'amélioration des politiques et des institutions (Fosu, 2013, et Bates et al, 2013). Les facteurs externes représentent entre autre, l'afflux des IDE et la hausse des prix de matières premières.

La crise des Subprimes de 2008 aboutit à un climat de récession économique en Europe et aux Etats Unis. La récession Mondiale conduit à la baisse de la demande sur les matières premières y compris les hydrocarbures. Dans le sillage de cette crise, les marchés de matières premières enregistrent des baisses de prix importantes, après un épisode de hausse historique. À partir de 2009, le prix du baril revient à moins de 50\$. Le Cuivre et le Zinc enregistrent également des baisses de 20% de prix. L'impact de ces chutes de prix de matières premières sur les économies africaines sera important. Les économies des différentes régions africaines enregistrent une baisse des taux de croissance. En 2009, la croissance moyenne en Afrique est de 4% à lieu des 7% en 2007 et 2008. Actuellement, les cours du pétrole sont en chute depuis le troisième trimestre 2014.

Deuxièmement- Rappel des facteurs à l'origine de la baisse des prix du pétrole en fin 2014:

L'hebdomadaire The Economist expliquait en décembre 2014 que « la lutte que se livrent les cheikhs contre les schistes fait basculer le monde d'une pénurie de pétrole à un excédent». Parmi les nombreux facteurs à l'origine de la chute des cours on identifie:

1. Une offre pétrolière excédentaire :

La production de pétrole américain est passée de 5,6 millions de barils par jour fin 2010 à 9,3 millions de barils par jour en juin 2015, faisant des États-Unis le premier producteur mondial, devant l'Arabie Saoudite et la Russie. Déjà proches de l'autosuffisance gazière grâce à l'exploitation des gaz de schiste, les États-Unis peuvent désormais compter sur leurs ressources pour répondre à plus de 70 % de leurs besoins pétroliers – contre 40 % en 2005. Des discussions sont même en cours pour lever l'interdiction décidée après le premier choc pétrolier d'exporter du pétrole brut et permettre aux producteurs américains d'exporter leur pétrole non raffiné. Cet essor fulgurant des pétroles de schiste aux États-Unis est le fruit d'un modèle économique unique, et d'une combinaison de facteurs qui rend cette révolution difficile à

dupliquer ailleurs. Priorité de la Maison Blanche depuis 1973, la quête de l'indépendance énergétique a dopé les aides publiques à la recherche, qui ont notamment permis de développer la technologie de la fracturation hydraulique.

Au-delà de cette révolution technologique, l'exploitation des gaz, puis pétroles, de schiste américains a été rendue possible grâce à des facteurs spécifiques aux États-Unis: mise en place d'une fiscalité avantageuse, droit minier favorable avec un régime de propriété privée du sous-sol, faible densité de la population dans les régions pétrolières et dynamisme fort des opérateurs. De plus, les États-Unis disposaient déjà d'une offre abondante de services pétroliers, ainsi que des infrastructures nécessaires pour soutenir l'exploitation de ces ressources. Nécessitant une quantité de forages plus importante que pour la production d'hydrocarbures conventionnels, l'exploitation d'hydrocarbures de roches-mères a été facilitée par la présence de nombreuses plates-formes de forage sur le sol américain.

Cette ruée vers l'or noir a des retombées considérables sur l'économie américaine, lui offrant un levier de compétitivité pour son industrie et lui apportant des emplois nouveaux, ainsi qu'une moindre dépendance à l'égard des approvisionnements énergétiques extérieurs. Ses incidences dépassent largement les frontières américaines et bouleversent le rapport des forces sur la scène énergétique mondiale. Depuis 2010, la carte du commerce mondial du pétrole et des produits pétroliers est redessinée, et les débouchés des pays fournissant traditionnellement du pétrole aux Américains se sont amenuisés. Ainsi, les pays d'Afrique de l'Ouest qui exportent du brut léger, identique au pétrole américain, ont-ils été contraints de réorienter leurs exportations vers d'autres marchés.

2. Ralentissement économique de la Chine et des autres pays émergents et de la demande pétrolière:

À partir de 2014 la croissance de l'économie chinoise connaît un certain ralentissement. De nombreux indicateurs sont en décélération comme les ventes au détail, la consommation d'électricité, les investissements en capital fixe (infrastructures) ou encore la production industrielle. Pour la première fois depuis la crise de 2008, la croissance économique de la Chine est tombée au troisième trimestre 2015 sous 7 % en rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale n'ayant progressé que de 6,9 %. Ce ralentissement a pour conséquence de réduire la croissance de la demande de pétrole.

Dans le sillage de la Chine, les autres économies émergentes (Brésil notamment) ralentissent, ce qui affaiblit encore la demande mondiale. La modeste reprise économique en Europe ne contribue pas à augmenter la demande. Ceci a induit à une consommation pétrolière mondiale plus faible, elle n'est pas en ligne avec cette trajectoire de surproduction.

Alors que 2 millions de barils supplémentaires sont produits quotidiennement en 2014 par rapport à 2013, la demande n'a, elle, augmenté que de 0,8 million de barils par jour, soit une croissance de 0,9 %. Ce taux de croissance est le plus faible depuis 2009. À titre de comparaison, il était de 2 % en 2013 (BP Statistical Review of World Energy, 2015, p32). Ainsi, les révisions successives à la baisse de la croissance économique mondiale par le Fonds monétaire international (FMI) depuis la mi-2014 ont confirmé les craintes du marché quant aux perspectives d'une trajectoire plus ralentie de la demande, et mis les cours du brut sous pression. Les fluctuations des prix du baril ont de surcroît été amplifiées par les mouvements sur les marchés des changes, en particulier par l'appréciation du dollar depuis juin 2014. (Pétro stratégies, 2015, p40).

3. L'OPEP n'est plus le producteur d'appoint :

À ces évolutions de l'offre et de la demande est venue s'ajouter la décision historique des pays de l'OPEP, prise en novembre 2014 et confirmée en juin 2015, de maintenir à un niveau stable leur production et de ne pas enrayer la chute des prix. L'OPEP, et plus particulièrement son chef de file l'Arabie Saoudite, ne veut plus endosser son rôle historique de producteur d'appoint. Dans les dernières décennies, grâce à la taille et à la flexibilité de ses réserves, l'Arabie Saoudite, épaulée par les monarchies du Golfe, régulait le prix pétrolier en modulant sa production entre 8 et 11 millions de barils par jour, au gré des besoins du marché. Avec l'essor de la production américaine, la part de marché de l'OPEP dans l'offre pétrolière mondiale s'érode et l'Arabie Saoudite ne veut plus porter seule le fardeau. Riyad semble déterminée à préserver sa part de marché au détriment du prix. Cette décision n'est pas approuvée par l'ensemble des pays de l'OPEP. Ce contre-choc pétrolier met une nouvelle fois en lumière le schisme historique qui sépare les membres de l'organisation. D'un côté les riches monarchies du Golfe, qui bénéficient d'une assise financière confortable, peuvent supporter une baisse des cours et cherchent avant tout à protéger leur place sur le marché mondial. De l'autre côté, des pays qui disposent d'une richesse pétrolière par tête bien moindre, comme le Venezuela, l'Iran, le Nigeria, l'Angola

ou l'Algérie et dont les économies sont cruellement dépendantes des prix du pétrole pour satisfaire les besoins croissants de leur population, ne cessent d'appeler à une action forte de l'OPEP pour contenir la production. Le royaume saoudien livre ainsi depuis l'été 2014 un combat sans merci pour éliminer les unités les plus coûteuses sur le marché pétrolier, avec en premier lieu les schistes américains qui, pour leur majeure partie, nécessitent aujourd'hui un prix entre 45 US\$ et 75 US\$ par baril pour être rentables. Mais cette stratégie n'a pas encore complètement porté ses fruits. Les pétroles de schiste s'avèrent bien plus résistants que prévu: en dépit d'une baisse de 60 % du nombre d'appareils de forage entre août 2014 et août 2015 (Pétro-stratégies, 2015,p 52) , la production américaine de brut ne fléchit que légèrement et atteint toujours un niveau inégalé depuis 44 ans grâce à des gains de productivité continus. Les progrès dans les performances techniques et les innovations technologiques et financières permettent de baisser les coûts de production et de rendre la production rentable malgré le repli des cours.

Dans ce contexte, le rôle de producteur marginal sur le marché mondial est désormais porté par les opérateurs américains, qui doivent ajuster leur offre en fonction des cours. Les prix de référence du marché ne sont plus définis par le pétrole des pays de l'OPEP mais les schistes américains. Ces derniers complètent aujourd'hui les besoins du marché et établissent un nouvel ordre sur le marché pétrolier mondial.

4. Le bouleversement de la scène énergétique mondiale depuis 2010 :

Depuis l'émergence des printemps arabes l' accroissement de la production américaine (de 4 millions de barils par jour depuis 2010) a permis de compenser les défaillances des productions iranienne, libyenne et syrienne. Cependant, le marché pétrolier est entré dans une ère de surabondance de l'offre qui n'est pas seulement liée à l'essor des pétroles de schiste américains, car à compter de cette date, les craintes sur des ruptures potentielles d'approvisionnement du pétrole du Moyen-Orient se sont apaisées, grâce à la perspective de la levée des sanctions occidentales à l'encontre de l'Iran et au rétablissement des productions libyenne et irakienne. Cette dernière a atteint en juillet 2015 un niveau record de 4,1 millions de barils par jour selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).Ceci -ci dit l'Iran à pû accroître sa production pétrolière en 2016, dès la levée des sanctions, pour revenir à un niveau de production équivalent à celui qui prévalait avant l'embargo décidé en 2012 par l'Union européenne de concert avec les États-Unis. Ainsi ,

l'expansion du pétrole de schiste s'est conjuguée avec une dynamique de production à la hausse dans les pays membres de l'OPEP lesquels ne cessent de dépasser depuis juin 2014 le plafond de 30 millions de barils par jour que l'organisation s'était elle-même fixée.

Troisièmement- Analyse des conséquences du prix de pétrole sur l'économie Algérienne :

En Algérie, la rente des hydrocarbures, qui représente plus de la moitié du revenu national et la quasi-totalité des exportations, tend à faire apparaître l'ensemble de la nation comme une « classe » de rentiers de l'économie internationale. Cependant, cette caractéristique trouve ses origines depuis l'indépendance, et expose l'économie à une fragilité accrue.

1. Algérie: Économie rentière et anciennes réformes:

L'Algérie est un important pays producteur et exportateur de gaz naturel et de pétrole, ce sont les principales sources de revenus. Les pouvoirs publics ont tenté de diversifier l'économie du pays dans les années 1960-1970 en réformant son système agraire et en modernisant son industrie lourde. Ces réformes ont échoué et les hydrocarbures constituent encore à ce jour, la quasi-totalité des exportations. Seulement, dans moins de trente ans, il n'y aura plus pour l'Algérie de pétrole à exporter. La principale source de recettes qui fait vivre actuellement plus de trente millions d'habitants sera d'ici là tarie. Cet état de fait fut déjà pressenti bien avant les années 1980, puisqu'un bilan socio-économique de l'Algérie fut dressé pour la décennie 1967-1978, où l'on peut lire l'extrait suivant:

« La production des hydrocarbures est demeurée élevée pendant la période et a entraîné une chute non négligeable dans le niveau de nos réserves d'hydrocarbures sans que parallèlement une politique énergétique du long terme, pour prendre le relai après épuisement de nos réserves, n'ait été mise en œuvre » (Synthèse du bilan économique et social de la décennie 1967-1978, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, 1980)

Dans cet ordre d'idées, un article publié récemment dans le quotidien El-Watan fait référence à la question de l'épuisement des hydrocarbures, dans lequel A. LAMIRI, expert en sciences de gestion, a écrit : « Les experts dans le domaine énergétique ne cessent depuis les

années soixante-dix de nous prévenir sur les dangers qui guettent l'économie algérienne, trop dépendante d'une rente non renouvelable. Ils ne cessent de répéter que nous ne sommes pas loin de l'épuisement de nos réserves. On évoque souvent le fameux peak pétrolier : les quantités exploitées pour la consommation interne et l'exportation sont supérieures aux nouvelles découvertes. Mais comme ces avertissements ne se sont pas matérialisés sur le terrain, très peu de gens y croient. On connaît tous l'histoire du plaisantin qui criait au secours à chaque fois qu'il plongeait en mer. Fatigué de le secourir pour rien, aucun citoyen n'est accouru lorsqu'il avait réellement besoin d'aide. Il périt victime de ses plaisanteries. Sauf que nous ne sommes pas dans le domaine des plaisanteries !... » (Lamiri, 2012).

Cependant, le spectre de l'après pétrole peut se manifester au moment où l'on s'attend le moins sans qu'aucune mesure n'ait été prise pour faire face à cette crise. C'est une situation qui perdure et fut confirmée en 2010 dans un rapport publié par le Fonds Monétaire International (F.M.I) qui souligne qu'« après la crise politique et socio-économique des années 90, l'Algérie a connu plus de 10 années de développement économique mais reste dépendante des hydrocarbures et des dépenses publiques ... Des politiques budgétaire et monétaire prudentes ont contribué à maintenir l'inflation à un faible niveau et, dans une période d'augmentation des prix du pétrole, ont permis à l'Algérie de consolider sa position financière, avec des réserves de change importantes, une épargne budgétaire considérable dans un fonds de stabilisation pétrolier et un endettement public et extérieur minime. En dépit des efforts pour diversifier l'économie, les recettes des hydrocarbures représentent encore 98% des exportations et deux tiers des recettes budgétaires »(Rapport F.M.I, 2011, p5).

L'Algérie est non seulement menacée par le tarissement des hydrocarbures mais elle est aussi vulnérable face à la baisse de leur prix. C'est pourtant une situation que le pays a déjà vécu en 1986, dont il faut retenir la leçon et que le F.M.I rappelle dans son rapport : « Le soutien à la croissance économique, qui a aidé à surmonter l'impact de la crise mondiale en 2009, ne devrait pas être retiré trop rapidement. La gestion macroéconomique prudente de la dernière décennie a donné à l'Algérie une importante marge de manœuvre pour faire face aux chocs extérieurs et absorber les chutes brutales des prix des hydrocarbures. Cependant, la crise mondiale a aussi montré la vulnérabilité financière de l'Algérie en cas de périodes prolongées de faiblesse des prix du pétrole »(Rapport F.M.I, 2011, p9)

2. Retombées du choc pétrolier de 2014 sur l'économie en Algérie :

La chute des prix du pétrole à partir du second semestre 2014 a heurté assez violemment les équilibres macroéconomiques de l'Algérie. Le prix moyen du baril de pétrole est passé de 109,55 dollars au premier trimestre 2014 à 75,38 dollars au dernier trimestre 2014 puis à seulement 54,31 dollars au 1er trimestre de 2015 . Cette chute, conjuguée au recul des quantités exportées depuis plusieurs années, fait passer les recettes d'exportations à 8,7 milliards de USD au premier trimestre de 2015 contre 15,6 à la même période de 2014.

La balance des paiements et le budget de l'État s'ajustent lourdement à cette contrainte du fait du degré de leurs dépendances à l'égard des exportations d'hydrocarbures qui continuent à fournir près de 98% des recettes en devises et près des deux tiers des recettes budgétaires. L'embellie pétrolière de près de quinze années a permis à l'Algérie de disposer d'une épargne dont le taux a dépassé parfois 50% du PIB et se partageant en parts égales entre épargne des ménages et épargne publique. L'État a pu mener en parallèle une politique de grands travaux très ambitieuse et de désendettement extérieur et intérieur. Les dettes brutes extérieure et intérieure sont inférieures à 2% du PIB et 6% du PIB respectivement. A côté de cet endettement négligeable, l'Algérie dispose de plus 150 milliards (fin 2014) de réserves de changes et d'une épargne du trésor dans le Fonds de Régulation des Recettes (FRR) estimée à 30 milliards USD environ.

La bonne santé financière n'étant pas un fidèle reflet de l'activité réelle, la chute brutale et drastique du prix du pétrole à partir de la fin de 2014 eut pour effet un recours accru aux réserves de changes et au FRR. L'alternative d'un renouement, dans le court et moyen terme, à l'endettement est bien réelle. Cependant, depuis 2014, la baisse des cours du pétrole a progressivement réduit le budget et fait fondre les réserves de change, alors que le déclenchement du mouvement populaire de contestation antigouvernementale « Hirak » à partir de février 2019 a conduit à la paralysie d'une grande partie de l'activité économique . Le Covid-19, avec le choc pétrolier et le confinement des travailleurs, n'a fait qu'aggraver subséquemment cette situation déjà très précaire. C'est ainsi qu'après un recul significatif en 2019, l'Algérie a connu, au courant du 1^{er} semestre 2020, une baisse des exportations de 26% (pétrole) et de 37% (gaz) par rapport à la même période 2020. Le déficit de la balance commerciale a conduit à une chute des réserves de change à 44 Mrd USD jusqu'à juillet 2020 contre 195 Mrd USD fin 2013. A

noter que la croissance du PIB avait déjà ralenti pour s'établir à 0.7 % en 2019, contre 1.4% en 2018, tandis que la croissance hors hydrocarbures était de 2.4% en 2019 contre 3.3% en 2018. Malgré les appréhensions du FMI, le taux d'inflation était à 1.9% en 2019, contre 4.2 % en 2018, avec une prévision de 3.5% pour 2020.

En février 2019 l'interdiction à l'importation d'un millier de produits de consommation a été remplacée par un Droit Additionnel Provisoire de Sauvegarde (DAPS). Le gouvernement s'est rétracté en juin 2019 quant au recours aux financements internes non conventionnels, introduit en septembre 2017, par lequel la Banque d'Algérie a pu prêter au Trésor public autour de 56 Mrd USD. La liquidité bancaire a toutefois poursuivi sa baisse, passant de 1.5 Mrd DZD à fin 2018, à 1.1 Mrd DZD à fin 2019, pour atteindre 0.91 Mrd DZD à fin mai 2020. La croissance a atteint 0.7% en 2019 contre 1.4% du PIB en 2018, alors que le taux hors hydrocarbures était de 2.4% contre 3.3 % dans la même période, essentiellement tiré, malgré les difficultés précitées, par les industries du bâtiment, travaux publics et hydrauliques ainsi que les services marchands et l'agriculture.

La Banque mondiale anticipe une baisse de la croissance de 6.4% pour l'année 2020 et prévoit 1.9% en 2021, alors que le FMI a prévu une croissance de 6.2% pour la même année. Malgré les appréhensions du FMI, qui voyait un accroissement galopant dû à la « planche à billets », le taux d'inflation était à 1.9% en 2019, contre 4.2 % en 2018, avec une prévision de 3.5% pour 2020. En juin 2019, le gouvernement a décidé de suspendre la mesure, adoptée en septembre 2017, du financement interne non conventionnel. Avec cette « planche à billets », voire l'augmentation de la masse monétaire, la Banque d'Algérie a pu prêter en 2018/2019 environ 56 Mrd USD, directement au Trésor public. Pourtant cet artifice n'a pas seulement été destiné à l'investissement, mais surtout au comblement des déficits budgétaires et au paiement des salaires et des rentes. Réticente à recourir aux créances des institutions internationales⁹, et ne voulant plus reprendre la « planche à billets », l'Algérie compte renflouer ses caisses avec un plan stratégique pour « relancer » l'économie¹⁰ qui prévoit la mobilisation de nouvelles sources d'emprunt et de financement, la réduction et le contrôle de la facture d'importation, la récupération de l'argent du marché parallèle et l'élimination de la surfacturation. Ceci dans le but d'économiser 20 Mrd USD d'ici fin 2020, qui seront injectés, à hauteur de 7.8 Mrd USD, dans l'économie post-Covid¹⁹. Pourtant, pour des raisons de paix sociale, ce plan ne renonce pas à la politique des subventions à grande échelle¹², à

l'exception de l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers, décidée en juin 2020.

Cette redistribution de la rente pétrolière demeure inefficace et coûteuse pour le budget, inéquitable et entraîne la surconsommation et le gaspillage, réduisant ainsi habituellement les intentions d'investissements dans des secteurs prometteurs. Au moment où la situation des finances publiques du pays est très précaire, la question de la réforme de la politique de subventions se pose avec acuité. (Rapport d'Algérie, Ambassade de Suisse, Août 2020).

Conclusion :

L'objectif de cet article était d'essayer de donner un constat clair pour qualifier l'Algérie d'aujourd'hui après le choc pétrolier de 2014. Il s'agit d'un pays rentier qui dépend de plus en plus des hydrocarbures et qui a du mal à s'en départir à travers de véritables réformes conduisant à les substituer.

Les résultats de notre analyse nous ont éclairés que l'économie algérienne est fortement soumise aux chocs exogènes, tel que les chocs climatiques et les chocs de prix de matières premières. En s'intéressant aux chocs liés aux prix de pétrole nous avons montré la vulnérabilité économique de l'Algérie. Ce producteur et exportateur de pétrole est directement exposé aux chocs exogènes de prix de pétrole.

Notre analyse a démontré que les cours du pétrole ont connu une chute brutale et prolongée, de plus de 70 % depuis 2014, est le résultat de plusieurs facteurs qui concourent à l'abondance de l'offre et à la diminution de la demande sur les marchés pétroliers dans un contexte géopolitique particulier caractérisé par plusieurs conflits économiques entre pays , des perturbations internes dans quelques pays exportateurs et marqué par le retour de l'Iran à la sphère internationale. Ce qui confirme notre première hypothèse.

Aussi, notre étude des données statistiques a dévoilé que le problème principal auquel sont confrontés aujourd'hui les pouvoirs publics algériens provient du fait que rien de significatif n'a été fait au cours des dernières décennies pour rendre notre pays moins dépendant du prix de la rente pétrolière. La chute actuelle du prix du baril cause un choc d'une grande ampleur à l'économie et la société en raison de l'extrême spécialisation du pays. Durant la quinzaine d'années écoulée, le pays ne semble pas, au vu des résultats obtenus, avoir engagé ni des

politiques de substitution ni des politiques de diversification des exportations ce qui a conduit à une véritable stagnation économique. Ce qui confirme notre deuxième hypothèse.

Enfin , il apparait que les résultats de cette analyse concluent que les autorités algériennes sont donc condamnées à réaliser au cours des prochaines années , dans l'urgence, les réformes recommandées depuis plus de 10 ans par beaucoup d'experts nationaux. Mais aussi à adopter, dans à la hâte, des dispositifs d'exception qui s'apparentent plus à des mesures de sauvetage qu'à de véritables réformes de l'économie algérienne.

C'est d'ailleurs par ce dernier type de mesures qu'elles ont commencé à réagir, que l'Algérie, comme d'autres pays pétroliers , a un besoin vital d'une double diversification, économique et politique, afin d'améliorer ses perspectives de croissance et le bien-être de ses citoyens. Cependant, nous suggérons qu'une diversification économique à travers une nouvelle politique industrielle basée sur une ouverture à l'international, seule capable d'améliorer la situation économique actuelle et de sortir de ce marasme.

Liste des Références:

- 1) Augé, B «Le pétrole en Afrique, une géopolitique de l'extraversion», in T. de Montbrial et D. David (dir.), Ramses 2016. Climat: une nouvelle chance?, Paris, Ifri/Dunod, 2015.

- 2) Bates R. H., Block S. A., Fayad G., Hoeffler A. *Journal of African Economies*. Vol. 22.(4) 2013. The New Institutionalism and Africa; pp 499-522.
- 3) BERRIANE M. (1992) « Tourisme et environnement », Actes du colloque international « Environnement, pollution et développement », Association Ribat Al-Fatha, pp. 259
- 4) Blanchard Olivier & Galí Jordi, 2007. "Real Wage Rigidities and the New Keynesian Model," *Journal of Money, Credit and Banking*, Blackwell Publishing, vol. 39(s1), pages 35-65.
- 5) CACCOMO J.-L. (2007) *Fondements d'économie du tourisme : Acteurs, marchés, stratégies*, Éd. De Boeck Université, Bruxelles, p. 89
- 6) Charlez P et. Baylocq P, *Gaz et pétrole de schiste en questions*, Paris, Éditions Technip, 2014.
- 7) Cologni, A. and Manera, M. (2009). 'The asymmetric effects of oil shocks on output growth: A Markov-Switching Analysis for the G-7 Countries', *Economic Modelling*, Vol. 26, pp. 1-29.
- 8) Cornot- S , Gandolphe, *La Révolution des pétroles de schiste aux États-Unis : le test du business model est en cours*, Paris, Ifri, «Note de l'Ifri », février 2015.
- 9) Darby, Michael R, 1982. "The Price of Oil and World Inflation and Recession," *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 72(4), pp 738-751.
- 10) Dohner R. S., 1981. "Energy Prices, Economic Activity and Inflation: Survey of Issues and Results". Knut Anton Mork, ed. *Energy Prices, Inflation and Economic Activity*, Cambridge, Mass.: Ballinger.
- 11) Fosu A. K. *Journal of African Economies*. Vol. 22.(4) 2013. Growth of African Economies: Productivity, Policy Syndromes and the Importance of Institutions; pp 523-551.
- 12) HADJIEDJ A. (1994) *Le Grand Alger : Activités économiques, problèmes socio-urbains et aménagement du territoire*, Éd. O.P.U, Alger, p. 1 .
<http://www.economist.com/>
- 13) Khader, Bichara *L'Arabie Saoudite et l'Algérie face à la crise pétrolière de 1986* , *Annuaire de l'Afrique du Nord* , Centre national de la recherche scientifique; Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) (éds.), Paris , Editions du CNRS , 1987 , pp. 285-302
- 14) LAMIRI A. (2012) « Cet après-pétrole qui arrive plus vite que prévu », *Quotidien algérien El-Watan*, In *Repères Eco* du 9 juillet 2012.
- 15) Le Barbanchon, T. (2007), *The Changing Response to Oil Price Shocks in France: A DSGE Type Approach*, INSEE Working Paper Series No. G 2007/07
- 16) Mork, K. A. "Business Cycles and the Oil Market," *Energy Journal* 15 Special Issue (1994): pp 15-38

- 17) «Oil Market Report », Agence internationale de l'énergie (AIE), 12 août 2015, disponible sur: <http://www.iea.org/media/omrreports/fullissues/2015-08-12.pdf>.
- 18) RAPPORT «La stratégie saoudienne affronte un secteur de schiste qui réduit sans cesse ses coûts de production», Pétrostratégies, n° 1413, 31 août 2015.
- 19) Rapport Économique Algérie, Ambassade de suisse accrédité en Algérie, 15/08/2020, disponible sur: <https://www.s-ge.com/sites/default/files/publication/free/rapport-economique-algerie-2020-08.pdf>
- 20) Synthèse du bilan économique et social de la décennie 1967-1978, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alger, mai 1980.
- 21) Rapport des services du FMI pour les consultations de 2010 au titre de l'article IV, n°11/39, Mars 2011.
- 22) Rapport des services du FMI pour les consultations de 2010 au titre de l'article IV, n°11/39, Mars 2011, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Maroc>.
- 23) www.africaneconomicoutlook.com consulté le 15/08/2019.
- 24) Rapport des services du FMI <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2016/cr16127f.pdf.4>
- 25) Young, Alwyn, "The African Growth Miracle," Journal of Political Economy, 120 (August 2012): 696-739.